



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

ENQUETE PUBLIQUE

DÉPARTEMENT DU PAS-DE-CALAIS

DEMANDE DE LA CONCESSION
D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME

NOTICE EXPLICATIVE

Préambule

Les câbles sous-marins sont soumis à la procédure de la concession d'utilisation du domaine public maritime régis par les articles R2124-1 à R2124-12 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Objet du projet

Conformément au CGPPP, par arrêté préfectoral en date du 6 octobre 2009, en pièce jointe, une concession d'utilisation a été octroyée à la société Belgacom pour le câble de télécommunication Sea Me We 3.

Contentieux

1 / Par courrier en date du 21 mai 2010 la société Belgacom a déposé un **recours gracieux** suite à la notification de l'arrêté inter-préfectoral du 6 octobre 2009 portant concession d'utilisation du domaine public maritime.

La société demande à ce que « l'obligation de relevé soit supprimée ou que sa périodicité ne soit pas inférieure à 10 ans ».

L'absence de réponse du préfet du Pas-de-Calais à la demande de la société Belgacom a fait naître une décision implicite de rejet.

2 / Le 24 septembre 2010, la société Belgacom a donc déposé **une requête introductive d'instance** contre la décision implicite de rejet du recours gracieux.

Le 2.3 de cette requête dispose que l'alinéa 3 du h) de l'article 1.3 du cahier des charges « met à la charge du concessionnaire l'obligation de communiquer chaque année, avant le 1^{er} septembre, un relevé du câble afin de mettre en évidence un ensouillage éventuellement insuffisant. La fixation d'une telle obligation aussi disproportionnée avec l'intérêt d'une telle mesure constitue une erreur manifeste d'appréciation de la part de l'Etat. »

Cette requête demande « au Tribunal de bien annuler cette obligation de relevé annuel. Et « à titre subsidiaire, si le tribunal devait considérer que cette matière relève du régime du plein contentieux, il lui serait alors demandé de bien vouloir modifier la fréquence du relevé de l'ensouillage du câble prévu, en substituant au relevé annuel un relevé à réaliser tous les 3 ans. »

3 / Par **mémoire en défense** du 9 novembre 2011, le Préfet répond en s'appuyant :

- Dans le document « Canalisations et câbles sous-marins : état des connaissances et préconisations relatives à la pose, au suivi et à la dépose de ces ouvrages sur le Domaine Public Maritime Français », le Centre d'Études Techniques Maritimes et Fluviales préconise un suivi et une surveillance régulière. Le document (page 164) pose même une exigence de suivi annuel de l'ensouillage.

- Le Comité Régional des Pêches Maritimes et des Élevages Marins a rappelé dans un courrier du 11 octobre 2011 « la nécessité d'un suivi annuel du tracé du câble pour éviter toute croche » et que « la zone est fréquentée à longueur d'année par des chalutiers français et étrangers et qu'il importe pour leur sécurité et celle de leur équipage de s'assurer régulièrement du bon ensouillage des câbles sous-marins. »

- La demande de la société Belgacom s'insère dans le cadre des concessions accordées aux personnes privées pour occuper le domaine public maritime. Ces autorisations sont assorties de droits et d'obligations voire de limites et de contraintes qui caractérisent les autorisations domaniales de type traditionnel afin de préserver la vocation du domaine public maritime et d'assurer sa conservation. La vérification de l'ensouillage du câble en fait partie.

La demande de la société Belgacom n'est pas recevable.

4 / Mémoires complémentaires de la société Belgacom en dates des 1^{er} janvier, 6 et 17 mai 2013 n'apportent aucun élément sur la périodicité du relevé.

5 / Jugement du tribunal administratif de Lille en date du 6 juin 2013

Ce jugement a rejeté les conclusions de la société Belgacom notamment en ce qui concerne le relevé annuel de l'ensouillage.

En effet, elle demandait de substituer au relevé annuel un relevé triennal.

La société Belgacom a fait appel de cette décision.

6 / Arrêt de la Cour d'Appel de Douai en date du 5 mars 2015

Cet arrêt annule le troisième alinéa du paragraphe h de l'article 1.3 du cahier des charges qui prévoyait une périodicité annuelle pour le relevé d'ensouillage. L'arrêt ne prévoit ni une suppression du contrôle de l'ensouillage ni une périodicité triennale.

Il appartient à l'administration de procéder à un nouvel examen de la demande d'autorisation en ce qui concerne la périodicité de l'ensouillage

Dans le cadre du réexamen de ce dossier, la DDTM a sollicité l'**appui du service juridique de la DREAL** quant à la mise en oeuvre de la procédure. Il a été convenu avec ce service de réaliser un parallélisme des formes : instruction dans les mêmes formes que la première en reprenant **le même dossier pour la consultation administrative**.

En ce qui concerne l'acte à mettre en oeuvre pour prendre en compte la périodicité de l'ensouillage, un arrêté interpréfectoral portant modification du cahier des charges de concession d'utilisation du DPM a été validé par ce même service.

Commission Nautique Locale

Par courrier en date du 11 octobre 2006, la Direction Des Affaires Maritimes a estimé que « *Ce câble ne posant pas de problème en terme de navigation, il me semble inutile de saisir les commissions nautiques locales.* »

Instruction du dossier

Le Service des Affaires Maritimes et du Littoral (SAML) de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais (DDTM) a procédé à un nouvel examen du cahier des charges de la concession selon les dispositions des articles R. 2124-1 à R. 2124-12 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Une nouvelle instruction a été diligentée.

Assentiment du Préfet Maritime et du Commandant de la Zone Maritime de la Manche et de la Mer du Nord (Réalisé)

La DDTM consulte le Préfet Maritime et le Commandant de la Zone Maritime (COMAR). Les avis du Préfet Maritime et du COMAR sont joints au dossier soumis à l'instruction administrative, mais également à l'enquête publique.

Instruction administrative (Réalisée)

Le projet de modification du cahier des charges de la concession fait l'objet d'une instruction administrative conformément à l'article R. 2126-6 conduite par le Service chargé de la gestion du domaine public maritime au sein de la DDTM du Pas-de-Calais (Service des Affaires Maritimes et du Littoral, unité Gestion du Domaine Public Maritime et du Littoral). Ce dernier consulte d'autres services décentralisés pour recueillir leurs avis et remarques. La DDTM recueille également l'avis du Directeur des Services Fiscaux qui est en outre chargé de fixer les conditions financières de la concession. Le rapport, les avis et les conditions financières sont joints au dossier qui sera soumis à l'enquête publique.

Enquête publique (Objet du dossier)

Le projet de modification du cahier des charges de la concession fait l'objet, préalablement à son approbation, d'une **enquête publique menée dans les formes prévues par les articles R.123-1 et R.123-37 du Code de l'Environnement**.

L'enquête publique intervient après les consultations des communes et des services concernées et dès réception de leur avis.

A l'issue de l'enquête publique, la convention est approuvée par arrêté du préfet. En cas d'avis défavorable du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, le préfet peut néanmoins approuver la convention par arrêté motivé.

La décision adoptée au terme de l'enquête publique est un arrêté préfectoral portant modification du cahier des charges de la concession d'utilisation du domaine public maritime

Le préfet adresse copie de la convention au directeur départemental des finances publiques, aux communes, aux autres services interrogés ainsi qu'à la société Belgacom.

Siège de l'enquête publique

Le siège de l'enquête publique sera la mairie de la commune de Boulogne-sur-Mer (62 200).

Permanences lors de l'enquête publique

Les permanences se déroulant lors de l'enquête publique auront lieu dans les communes suivantes :

- pour le département du Nord : Bray-Dunes et Gravelines
- pour le département du Pas-de-Calais : Berck-sur-Mer, Boulogne-sur-Mer, Calais, et Oye-Plage

Étude d'impact simplifiée

Le projet est soumis à une étude d'impact. Cette dernière a été réalisée en septembre 2003 lors de l'instruction initiale.

Débat public

L'instruction de la demande selon les articles R. 2124-1 à R. 2124-12 ne prévoit pas de débat public.

Situation

La concession d'utilisation du domaine public maritime se situe sur plusieurs communes littorales du Département du Nord et du Pas-de-Calais reprises dans l'instruction administrative.

Plan de la concession

Deux plans sont joints en annexe du dossier d'enquête publique. Il s'agit des plans annexés au cahier des charges de la concession.

Annexes

courrier du 11 octobre 2006 de la Direction des Affaires Maritimes

avis de la Préfecture Maritime

avis du Commandant de Zone Maritime

avis du Parc Naturel Marin

avis de la Direction Générale des Finances Publiques

avis du CRPMEM

avis de la commune de Camiers

avis de la commune d'Ambleteuse

avis de la société ORANGE

avis du Syndicat Intercommunal des Dunes de Flandre

copie de l'acte de cautionnement en date du 9 mai 2011 (valable jusqu'en 2039)